

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT

I&S Industries
& Services

Numéro 017

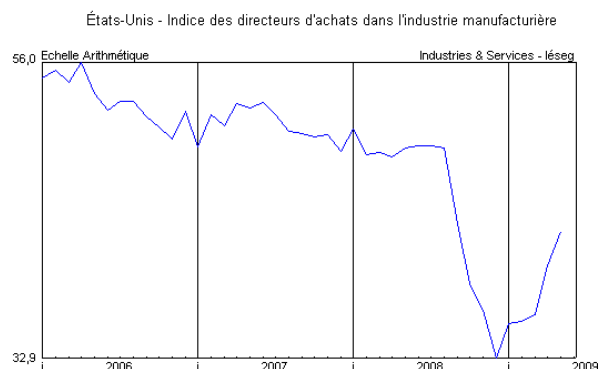
Achévé de rédiger le 19 juin 2009

MONDE : L'Asie résiste

Jusqu'aux premiers mois de 2009, la chute de l'activité mondiale et les inquiétudes, parfois même systémiques, se sont accumulées. Depuis quelques semaines, une nouvelle orientation se dessine. Le climat des affaires s'améliore, car la baisse de la production est soit ralentie, soit enrayée. De ce fait, les marchés des matières premières et les marchés financiers retrouvent une tendance ascendante. Les meilleures nouvelles viennent d'Asie. En **Chine**, de nombreux indicateurs soulignent que le bref passage à vide des derniers mois de 2008 a été surmonté et que la croissance est de retour. Le scénario est similaire en **Inde**, où les élections récentes ont confirmé la stabilité politique. La **Corée du Sud**, qui avait été affectée aussi durement que les pays développés au second semestre 2008, retrouve le chemin de l'expansion. L'espoir est grand que la ranimation des échanges inter-asiatiques se diffuse à l'ensemble des économies de cette zone, notamment au **Japon**, pays où la récession est la plus profonde.

Au cours du premier trimestre 2009, le PIB des **États-Unis** s'est contracté à un rythme de -5,7% l'an, proche de celui de -6,3% observé pendant les trois derniers mois de 2008. Cette proximité des chiffres occulte un important mouvement sous-jacent à savoir que ce sont les dépenses des entreprises qui constituent désormais le principal frein à l'activité. La consommation des ménages, qui avait reculé de -4% l'an au second semestre 2008, s'est redressée de +1,6% au premier trimestre 2009. La performance sera sans doute moins bonne au deuxième trimestre, les dépenses s'étant stabilisées depuis mars. La chute des mises en chantier de logements semble arrêtée. Les exportations américaines ont violemment décroché comme partout ailleurs mais leur maintien à un niveau inférieur de -25% à celui de l'automne 2008 semble s'esquisser. L'ampleur de la chute antérieure et les incertitudes sur l'activité mondiale pèsent fortement sur le comportement des entreprises. Le vif recul des investissements productifs à partir du quatrième trimestre 2008 et

l'effondrement des stocks pendant les trois premiers mois de cette année sont une réponse logique à la nouvelle donne. Pour le moyen terme, ce sont les perspectives pour les finances publiques qui suscitent le plus d'inquiétudes, sachant que le déficit des administrations est déjà tombé vers 10% du PIB sous le double impact de la chute des recettes et de la mise en œuvre des programmes de relance. Les prévisions pour 2009 et 2010 sont affolantes, respectivement de l'ordre de 12% et 14% du PIB. Ceci explique les tensions croissantes sur les taux d'intérêt à long terme.



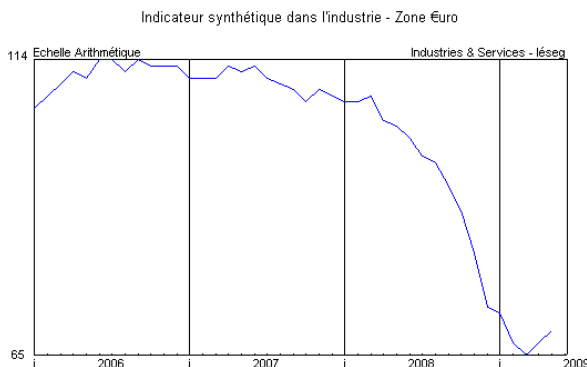
Source : Institute of Supply Management

La récession mondiale a durement affecté l'**économie chinoise** mais des signes tangibles témoignent d'une orientation désormais plus favorable de l'activité. Les exportations de marchandises se redressent grâce au rebond de la demande en provenance de toutes les grandes zones. La demande intérieure est favorablement orientée, à l'image des investissements en capital fixe des entreprises qui continuent de progresser à une cadence proche de +30% l'an. Les achats des ménages en automobiles montent en puissance. Si la hausse sur un an des salaires nominaux est revenue vers +10,2% au premier trimestre 2009, les prix de détail sont orientés à la baisse (-1,5% en glissement sur douze mois), ce qui confère à la population des gains de pouvoir d'achat toujours très importants.

EUROPE : Des signes d'amélioration encore fragiles

L'activité de la **zone Euro** s'est nettement contractée au premier trimestre 2009 (-2,5%), après une baisse déjà sensible au dernier trimestre 2008 (-1,8%). Selon les prévisions de l'INSEE publiées le 19 juin, elle continuerait de reculer sur le reste de l'année, mais de manière de plus en plus atténuée. Pour l'ensemble de l'exercice, la chute du **PIB** atteindra tout de même -5,2%, selon cette source. La baisse de l'activité du premier trimestre a été provoquée par une forte contribution négative des stocks et une chute des investissements (-4,2%), tandis que les exportations s'effondrent de -8,1%, recul plus sensible que celui des importations (-7,2%).

Depuis, toutes les enquêtes font apparaître une amélioration du **climat des affaires** à partir de mars-avril. Ainsi l'indice du sentiment économique, qui avait touché un point bas inédit à 64,7 en mars, est remonté à 67,2 en avril puis à 69,3 en mai. Cette inflexion provient d'une amélioration des perspectives dans l'industrie et les services ainsi que d'un léger rebond de la confiance des consommateurs. En revanche, les anticipations continuent de se dégrader dans le secteur de la construction. Les indices des directeurs d'achat, publiés quelques jours plus tard, soulignent une montée en puissance de l'optimisme.

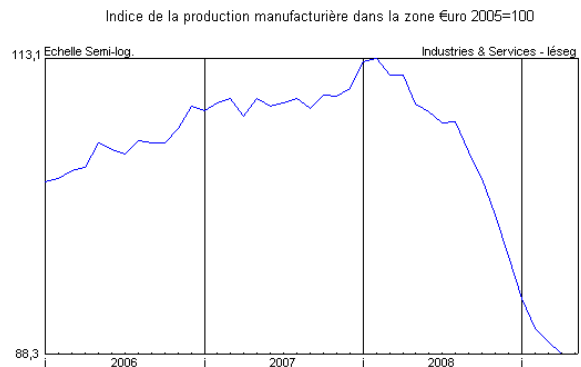


source : INSEE – 100 = moyenne de longue période

Parmi les points les plus positifs, il y a la disparition de la menace inflationniste. En mai, le glissement annuel des **prix à la consommation** est tombé à zéro en regard de +0,6% en avril. Cette décélération est due à de forts effets de base sur les prix de l'énergie. Elle se poursuivra peut-être en juin-juillet mais ne présage en rien une tendance déflationniste puisque l'inflation hors énergie et alimentation se maintient vers +1,7/+1,8%. Cette modération des prix soutient le pouvoir d'achat des Européens au moment où ils sont confrontés à une accentuation de la baisse de l'emploi. En même temps, la réduction des taux d'intérêt directeurs de la Banque Centrale Européenne continue de se diffuser aux nouveaux prêts consentis aux ménages et aux entreprises. Mais le ralentissement

du crédit bancaire se poursuit en lien avec l'affaiblissement de l'activité.

Parmi les points les plus négatifs, on trouve principalement la détérioration parfois très rapide du marché du travail. Selon les données harmonisées par Eurostat, le **taux de chômage** remonte sensiblement depuis un an. En avril, il s'établissait à 8,6% dans l'Union Européenne à 27, en hausse de 1,8 point sur un an. Dans la zone Euro, le ratio a grimpé de près de deux points sur la même période, ressortant à 9,2%. Le redressement est général. Les augmentations les plus importantes ont été relevées dans les pays baltes, où le taux de chômage a triplé, voire quadruplé, depuis avril 2008. En Europe occidentale, c'est en Espagne que la situation s'est le plus dégradée : plus de 18% de la population active est actuellement à la recherche d'un emploi, contre 10% il y a un an.



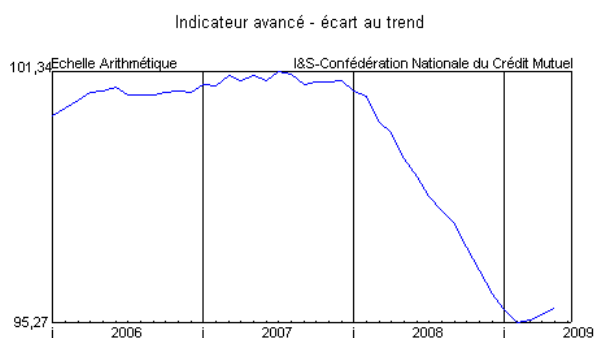
source : EUROSTAT

Parmi les menaces les plus précises, enfin, il y a le fait que les premiers pas du redressement de la conjoncture européenne sont contrariés par la remontée du **taux de change** de l'Euro vers 1,40 \$, niveau qui n'avait plus été atteint durablement depuis l'été 2008. Une telle parité conduit à une nette surévaluation de la devise européenne, puisque le taux de change d'équilibre est généralement estimé entre 1,15 et 1,20 \$.

En Europe, donc, le climat des affaires se redresse, quoique timidement, notamment en Allemagne, affectée de plein fouet par l'effondrement de l'investissement mondial. Au cours des prochains mois, les effets des **politiques budgétaires** et monétaires expansionnistes devraient monter en puissance, contrebalançant l'impact négatif de la baisse de l'emploi. Comme aux États-Unis, le gonflement de l'endettement public inquiète. En outre, la remontée de l'Euro, si elle devait se confirmer, constituerait un handicap sensible pour la participation de notre continent à la reprise des échanges internationaux.

FRANCE : En attendant la reprise

Dans sa note de conjoncture de juin, l'INSEE a estimé que le paroxysme de la crise économique mondiale semblait avoir été atteint au premier trimestre 2009 et qu'une majorité de signaux moins négatifs sont apparus au cours du printemps. Cette relative amélioration trouve sa traduction dans les anticipations des chefs d'entreprises. S'ils continuent de s'attendre à un recul de leur production, celui-ci serait moins important qu'en début d'année. En France, le **PIB** ne reculerait plus que de $-0,6\%$ au deuxième trimestre, après $-1,2\%$ au premier.



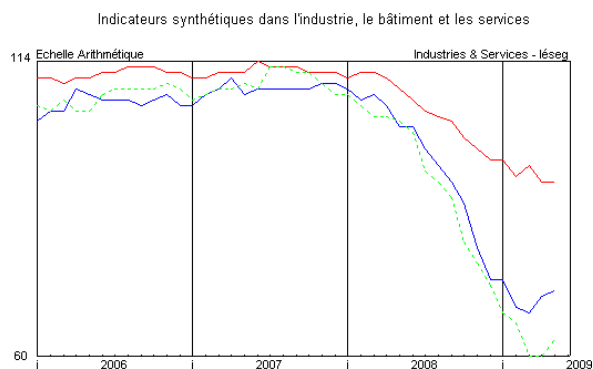
source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Au second semestre, la récession perdrait de son intensité. Les entreprises ayant ramené leurs **stocks** à un niveau plus conforme à une demande réduite, ceux-ci ne pèseront plus sur la croissance. En outre, ne craignant plus autant de ne pas disposer des financements nécessaires, elles réduiraient moins fortement leurs **investissements** qui devraient cependant continuer de baisser car la chute de l'activité a fait apparaître des surcapacités considérables. Enfin, la montée en puissance du **plan de relance** soutiendra l'investissement public et la demande des ménages. Ainsi, le PIB français reculerait de nouveau au troisième trimestre ($-0,2\%$), avant de se stabiliser au quatrième. Sur l'ensemble de l'année, la baisse atteindrait -3% . La réduction des stocks contribuerait pour la moitié de cette évolution globale et le commerce extérieur pour un quart environ, le reste étant exclusivement attribuable aux investissements privés puisque la consommation des ménages et les dépenses des administrations devraient légèrement augmenter.

La **consommation des ménages** affiche des performances honorables en dépit de la forte décreue de l'emploi et du ralentissement de la hausse des salaires. Elle a en effet augmenté de $+0,2\%$ au premier trimestre 2009, comme au dernier trimestre 2008. Son évolution prévue est de $+0,7\%$ pour 2009, après $+0,9\%$ en 2008. Elle serait encouragée par l'évolution des **prix** qui n'affecte plus leur pouvoir d'achat, lequel devrait demeurer pratiquement constant d'un trimestre sur l'autre. En mai, l'indice des prix de détail a baissé de $-0,3\%$ en glissement sur un an et il ne devrait pas varier en

moyenne annuelle par rapport à 2008, pour une inflation sous-jacente de $+1,8\%$

Toutefois, la demande des ménages reste conditionnée par l'évolution du **marché du travail**. La baisse de l'emploi salarié engagée depuis le deuxième trimestre 2008 s'est sensiblement accélérée depuis l'automne. Selon les résultats provisoires de l'INSEE, le nombre de salariés dans les secteurs marchands, qui avait diminué de $-0,7\%$ au dernier trimestre 2008, a fléchi de $-0,9\%$ au premier trimestre 2009, soit une baisse de -2% en un an. Dans sa prévision, les pertes totales d'emploi (salarié ou non) devraient être de -592.000 en 2009 et le taux de chômage, au sens du BIT et pour la France métropolitaine, atteindrait $10,1\%$ au quatrième trimestre, contre $8,7\%$ au premier.



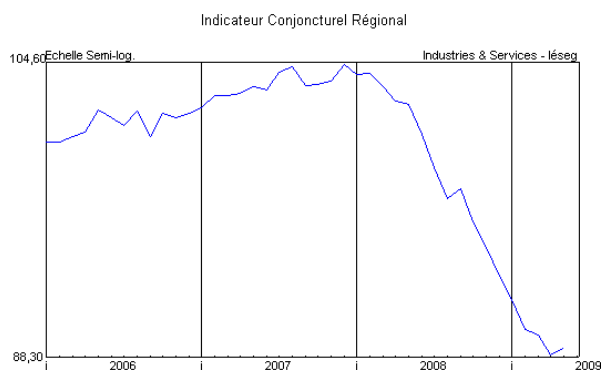
source : INSEE – En **bleu** : industrie, en **rouge** : bâtiment, en **vert** : services

Les entreprises françaises sont touchées de plein fouet par le retournement du **commerce international**. Leurs exportations de marchandises, qui avaient chuté de $-9,1\%$ en euros fin 2008, ont effet reculé de $-8,7\%$ au premier trimestre 2009. Hors matériel militaire, le repli a même atteint $-13,1\%$. De leur côté, les importations ont reculé de $-8,8\%$ en début d'année comme au trimestre précédent sous l'effet de la poursuite de la baisse des achats d'hydrocarbures et, dans une moindre mesure, de biens intermédiaires et d'équipement.

Comme ailleurs dans le monde développé, un sujet de préoccupation reste celui de l'évolution des **comptes publics**. Le déficit d'exécution du budget de l'État s'accroît au fil des mois sous l'effet conjugué de moindres recettes, en partie volontairement pour préserver les trésoreries des entreprises, et de dépenses plus importantes prévues par le plan de relance. Dans ces conditions, et compte tenu du gonflement simultané du déficit des organismes de sécurité sociale, le déficit de l'ensemble des administrations publiques, qui a atteint $3,4\%$ du PIB en 2008, devrait passer dans la zone des 6% cette année. La Commission Européenne prévoit un besoin de financement de $6,6\%$, qui s'élargirait à 7% en 2010.

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 17 juin, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseq pour le mois de mai a cessé de reculer et paraît avoir atteint un plancher. L'activité industrielle s'est globalement stabilisée, les stocks de produits finis sont revenus à la normale et les carnets de commandes sont un peu moins dégradés qu'en avril. Aussi, les opinions des chefs d'entreprises sur les évolutions pour les trois prochains mois sont un peu plus optimistes qu'auparavant, mais le sous-indicateur demeure très en deçà de la normale. La composante de la consommation des ménages n'a guère varié et les données de l'emploi se sont encore détériorées. Le sous-indicateur des échanges s'améliore légèrement sous l'effet d'une forte hausse du trafic aérien de passagers et d'une modération de la baisse des sorties de marchandises par le Port de Dunkerque.



Source : Industries & Services - Iseseq

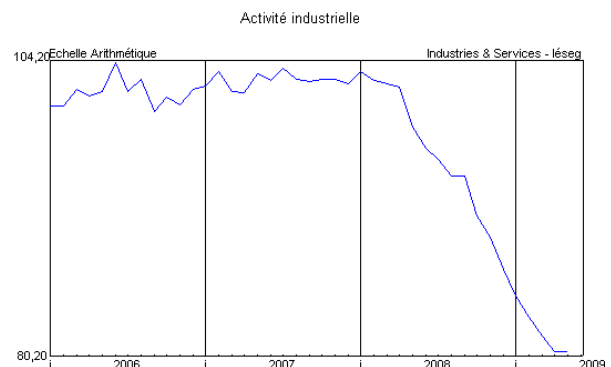
ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production a encore progressé en mai. La demande se renouvelle régulièrement mais n'est pas suffisante pour étoffer des carnets toujours jugés trop faibles. Les compartiments des viandes et celui du lait ont amélioré leur position plus franchement qu'en avril, mais, si dans le premier cas l'activité est appelée à augmenter encore, une stagnation est attendue dans le second. La transformation du poisson enregistre un reflux sensible avec des plans de charge trop déséquilibrés pour envisager un redressement de ses cadences. Les autres composantes s'améliorent, avec des stocks de produits finis conformes à la normale mais des carnets toujours peu nourris. Dans le pire des cas, l'activité devrait se maintenir à court terme.

Biens intermédiaires : La production s'est approximativement stabilisée, les stocks sont corrects et la demande s'est maintenue à un niveau comparable à celui du mois dernier. Les plans de charge se sont ainsi un peu améliorés dans la

métallurgie, notamment la sidérurgie et la première transformation de l'acier, ainsi que dans les matériaux de construction, le verre et les papiers-cartons. En revanche, la régression s'est prolongée dans la chimie de base, la parachimie et la plasturgie, le textile et les composants électriques et électroniques. Au total, la faiblesse des plans de charge ne permet pas aux industriels d'espérer mieux qu'une stabilisation à court terme des cadences des fabrications.

Biens d'équipement professionnel : L'activité a peu varié en mai dans les trois principaux compartiments. Les carnets restent bien garnis dans le matériel ferroviaire mais les prises d'ordres n'ont toutefois pas égalé les niveaux exceptionnels du mois précédent et leur impact sera étalé dans le temps. Dans l'immédiat, les cadences restent élevées et devraient encore augmenter. La stabilité devrait prévaloir dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques qui gardent des plans de charge conséquents. Pour les équipements mécaniques, en revanche, ceux-ci sont devenus insuffisants et les rythmes de production devront être ajustés à la baisse.



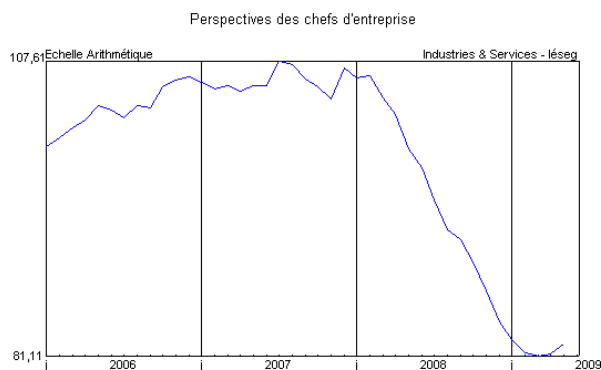
Source : Industries & Services - Iseseq

Industrie automobile : La production a augmenté selon le même rythme que le mois précédent chez les assembleurs, avec des commandes en hausse mais des plans de charge toujours trop faibles. Les stocks sont conformes à la normale et les prévisions tablent sur la poursuite de la croissance à l'approche de la période estivale. Chez les équipementiers, l'activité et les prises d'ordres se sont sensiblement redressées et les stocks de produits finis apparaissent insuffisants. Une nouvelle accélération est de ce fait envisagée pour les mois à venir.

Biens de consommation : En mai, les rythmes de fabrications n'ont pas changé dans l'ensemble, mais l'on note la poursuite de la hausse dans la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" où la demande s'est redressée. Ce mouvement devrait se poursuivre. L'imprimerie s'est stabilisée mais ses perspectives restent

pessimistes. La confection n'a guère connu d'évolution dans le mois et il en va de même pour ses prévisions. La contraction s'est prolongée dans les biens d'équipement du foyer.

Construction : Les statistiques relatives à la construction neuve résidentielle ou non sont temporairement indisponibles en raison d'une modification du dispositif. Il faudra encore attendre l'été prochain avant de pouvoir disposer de données actualisées.



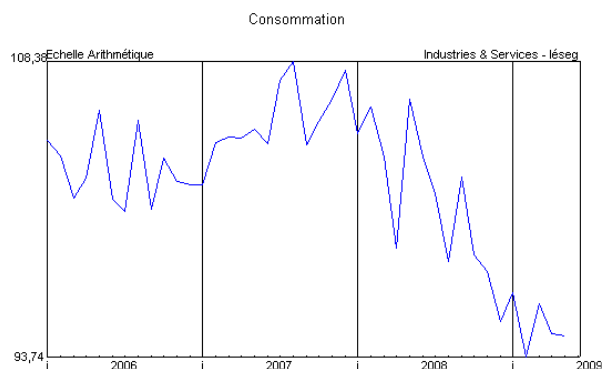
Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : Un léger mieux a été enregistré en mai dans la plupart des compartiments. Seule l'activité des agences de publicité a reculé et le niveau des effectifs, régulièrement renforcé depuis le début de l'année, pourrait être révisé à la baisse. Les prestations des sociétés de conseil en affaires et gestion, comme celles de l'ingénierie informatique, se sont redressées et les prévisions demeurent favorables. Un raffermissement a été observé par les sociétés de nettoyage mais cette amélioration pourrait n'être que de courte durée. L'ingénierie technique fait le même constat et, compte tenu de la situation générale de la clientèle de la construction, les prévisions demeurent pessimistes. Les entreprises d'intérim constatent aussi un raffermissement qu'elles espèrent un peu plus durable.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels demeure stable à un mois d'intervalle mais toujours en baisse d'une année sur l'autre. Le marché des automobiles neuves a toutefois fortement progressé (+13% contre +11,8% en France), corrigeant la perturbation occasionnée par l'introduction des nouvelles plaques d'immatriculation en avril. De nombreux automobilistes auraient en effet différé leur achat dans l'attente de la mise en place du nouveau système. Dans le commerce de détail, les transactions ont quelque peu faibli, et peu de compartiments ont échappé au marasme. En effet, si l'on excepte les rayons du bricolage et de la librairie-papeterie, force est de constater que les ménages ont freiné leurs achats. Même

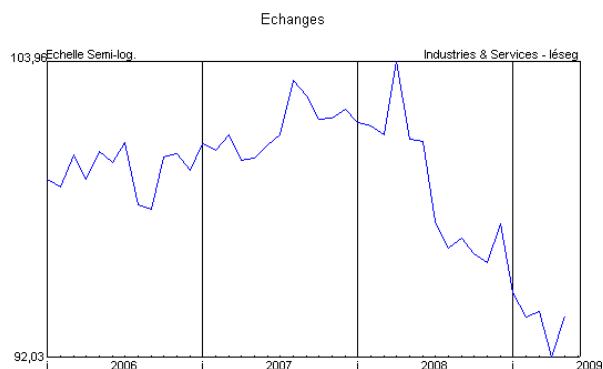
l'électronique grand public a accusé un essoufflement dans son expansion. Après s'être redressé en avril, le chiffre d'affaires en volume dans la Vente à Distance – dont le marché est national – est reparti à la baisse : -22,1% par rapport à mai 2008 et -2,7% par rapport à avril dernier pour l'ensemble des produits et -24,8% et -4,9%, respectivement, pour le seul compartiment du textile habillement.



Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

Selon les estimations provisoires, les expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** ont encore enregistré une baisse en mai, mais celle-ci a été plus modérée qu'en avril (-7% contre -18,2%). Par grande catégorie, les évolutions sont restées très contrastées. Les vracs liquides ont fortement reculé (-20%). En revanche, les vracs solides se sont très fortement redressés (+20%), notamment les céréales dont l'activité avait été pratiquement inexistante l'an dernier. Pour leur part, les marchandises diverses ont réduit leur repli. Celui-ci est revenu à -7%, comme la moyenne générale, avec -3% pour le trafic roulier avec la Grande-Bretagne mais aussi -31% pour les conteneurs.



Source : Industries & Services - léseg

Faute d'informations récentes relatives aux ventes de **gazole**, utilisées comme indicateur de l'évolution du trafic routier de marchandises, les données utilisées ici se réfèrent aux réponses à l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur le mois de mai. Selon celle-ci, l'activité a présenté une légère hausse, en lien avec une demande plus

ferme. Ceci pourrait contribuer à stabiliser les effectifs. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules** neufs ont prolongé leur très forte baisse par rapport à celles de mai 2008 (-17,5%) tant en ce qui concerne les **utilitaires légers** (-14,9%) que les **véhicules industriels** (-35,4%)

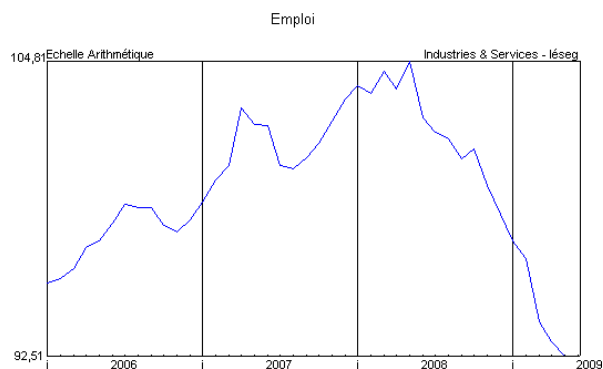
Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a enregistré une augmentation particulière forte en mai avec +21,1% au total (soit +21% hors transit, détournements et "divers"). L'essor des lignes régulières intérieures a été largement confirmé (+35,6%), tandis que l'évolution des vols "vacances" est redevenue positive (+14%). Le trafic régulier international reste toutefois orienté à la baisse (-31% au total) et ne concerne plus, désormais, les lignes européennes

EMPLOI

En avril, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** (catégorie A : sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi) a encore augmenté de +2,3% dans la région, représentant une hausse de +14% par rapport à l'an passé. Au plan national, les variations ont été, respectivement, de +2,4% sur un mois et de +24,6% en glissement annuel. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, les évolutions mensuelles étaient de +2,3% dans la région et de +2,6% dans le pays, soit +14,2% et +16,3% à un an d'intervalle. Dans ces nouvelles définitions, les tendances les plus récentes se sont prolongées et accentuées : l'augmentation du chômage des hommes (+20,4% sur un an pour les catégories A, B, C) reste toujours très supérieure à celle du chômage des femmes (+7,8%), principalement celui des jeunes de moins de 25 ans (+21,9% au total, soit +29,5% pour les hommes et +13,8% pour les femmes).

L'accroissement du flux des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris fins de

conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) reste très élevé avec +28,7% sur un an (contre +46,8% en France), après +41,1% en mars. Sur un mois, après correction des variations saisonnières, les évolutions ont été, respectivement, de -8% et de +0,4%. Le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes de Pôle Emploi (catégories A, B, C) conserve une orientation très défavorable avec -4,8% sur un an, contre +5,3% en France métropolitaine. Sur un mois, les évolutions et après correction des variations saisonnières et des jours ouvrables, ne sont pas plus encourageantes, avec -2,1% dans les deux cas.



Source : Industries & Services - léseg

Enfin, la variation du flux des **offres d'emploi** collectées par Pôle Emploi est demeurée fortement négative, avec des évolutions très comparables à la France Métropolitaine, sauf pour les emplois occasionnels. La contraction totale a atteint -29,1% par rapport à avril 2008 (contre -25,7% en Métropole), soit -31,3% et -34,4% pour les offres durables, -27,4% et -22,5% pour les offres temporaires et -28,3% et -9,2% pour les offres occasionnelles.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Port Autonome de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'léseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'léseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr